

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IDA/5**

13 février 1996

(96-0524)

---

## **Accord international sur le secteur laitier**

### CONSEIL INTERNATIONAL DES PRODUITS LAITIERS

#### DEUXIEME SESSION

##### Rapport

Présidente: Mme Brid Cannon

1. Le Conseil international des produits laitiers a tenu sa deuxième session le 17 octobre 1995.
2. Le Conseil a adopté l'ordre du jour suivant:
  - A. Admission d'observateurs
  - B. Evaluation de la situation du marché mondial des produits laitiers
    - Rapport de la session du Comité de certains produits laitiers
    - Rapport sur la situation du marché (IDA/W/7)
    - Tableaux récapitulatifs (IDA/W/8 et IDA/CMP/W/6)
    - Réponses aux questionnaires 4 et 5
  - C. Fonctionnement de l'Accord, y compris son application future
  - D. Adoption des questionnaires (IDA/W/5)
  - E. Incidences financières des décisions des organes de l'OMC (WT/L/76)
  - F. Calendrier des réunions du Conseil et du Comité pour 1996
  - G. Autres questions

#### **Admission d'observateurs**

3. Le Conseil a souhaité la bienvenue aux pays signataires de l'Accord sans omettre les pays qui n'ont pas encore ratifié celui-ci (Brésil, Hongrie et Tchad). Le Conseil a souhaité la bienvenue aux représentants de l'Australie, du Canada, de la Corée, du Costa Rica et du Mexique, conformément à la règle 10 du règlement intérieur qui autorise les Membres de l'OMC qui ne sont pas signataires de l'Accord à suivre les travaux du Conseil en qualité d'observateurs.
4. Conformément à la règle 11 du règlement intérieur, le Conseil peut inviter les pays non signataires qui ne sont pas membres de l'Organisation mondiale du commerce à participer en qualité d'observateurs aux réunions tenues dans le cadre de l'Accord. A la présente réunion, le Conseil a souhaité la bienvenue au représentant du Taipei chinois.

5. Le Conseil a également invité, conformément à la règle 14 du règlement intérieur, la Commission économique pour l'Europe, la FAO, l'OCDE et la CNUCED à participer en qualité d'observateurs aux sessions que tient le Conseil dans le cadre de l'Accord. A la présente session, le Conseil a souhaité la bienvenue au représentant de la FAO.

### **Evaluation de la situation du marché mondial des produits laitiers**

#### *Rapport de la troisième session du Comité de certains produits laitiers*

6. Le Président du Comité de certains produits laitiers a présenté oralement au Conseil le rapport ci-après sur la troisième session du Comité.

7. Le Comité de certains produits laitiers avait tenu sa troisième session le 16 octobre 1995.

8. Après avoir examiné les réponses aux questionnaires, le Comité avait étudié la situation du marché des produits visés par l'Annexe sur certains produits laitiers. Des renseignements lui avaient été communiqués et des observations lui avaient été présentées au sujet de la production de lait et des politiques laitières. Ces renseignements et observations seraient consignés dans le rapport détaillé de la réunion.

9. Le Comité avait noté que la production mondiale de lait écrémé en poudre avait diminué en 1994, en particulier dans les pays européens. La production de lait entier en poudre avait encore augmenté. La tendance prolongée à la baisse de la production mondiale de beurre et d'huile de beurre s'était maintenue. La production mondiale de fromages avait continué de progresser en 1994.

10. La consommation mondiale de lait écrémé en poudre avait continué de baisser en 1994, les prix mondiaux étant restés relativement élevés. La consommation mondiale de beurre était apparemment restée stationnaire après avoir longtemps diminué. La consommation mondiale de fromages avait poursuivi sa progression à long terme.

11. Les exportations mondiales de lait écrémé en poudre s'étaient légèrement redressées en 1994 et celles de lait entier en poudre avaient aussi progressé. Selon les estimations, les exportations mondiales de beurre avaient encore baissé, mais il y avait eu un net accroissement de la demande d'importations en Russie dans les derniers mois de 1994 et au début de 1995. Les exportations de fromages avaient augmenté en 1994.

12. Les stocks mondiaux de lait écrémé en poudre avaient augmenté en 1994. Toutefois, à la mi-1995, les stocks étaient nettement moins importants qu'un an auparavant. Selon toute vraisemblance, leur niveau resterait faible, tout au moins en 1995. A la fin de 1994, les stocks mondiaux de beurre avaient diminué de 10 pour cent par rapport à l'année précédente et une nouvelle baisse substantielle était prévue pour 1995. Au 1er janvier 1995, le niveau des stocks de fromages des principaux pays producteurs était inférieur à celui auquel il se situait un an auparavant. Selon les prévisions, les stocks de fromages devraient rester relativement peu importants du fait que la consommation intérieure et les exportations de la plupart des principaux pays producteurs devraient augmenter plus rapidement que la production.

13. Depuis la mi-1994, les prix de tous les principaux produits laitiers ont augmenté. Les deux facteurs déterminants de cette hausse ont été la diminution des disponibilités exportables enregistrée depuis la mi-1994 et la faiblesse du dollar des Etats-Unis. En outre, la forte demande de beurre constatée en décembre 1994 et en janvier 1995 a fait monter les prix internationaux des matières grasses laitières, qui se sont ensuite maintenus à un niveau élevé. Le peu de disponibilités exportables et la faiblesse des stocks devraient continuer à soutenir les prix internationaux pendant le reste de 1995.

14. Au troisième trimestre de 1995, les marchés mondiaux de tous les produits sont restés très fermes. La faible augmentation de la production de beurre de certains pays a été contrebalancée par l'accroissement de la consommation et de l'utilisation à des fins de transformation. Le niveau des stocks mondiaux de beurre est resté faible et les prix mondiaux sont restés élevés. Une plus forte demande de poudres de lait, destinées à l'exportation ou au marché intérieur, combinée à une diminution des stocks, a maintenu les prix mondiaux à un niveau élevé. Le marché mondial de fromages est resté stable, le stockage sur certains marchés rendant la situation moins dynamique.

15. Les fourchettes de prix ci-après (par tonne f.a.b) avaient été communiquées pour le troisième trimestre de 1995:

- entre 2 150 et 2 380 dollars EU pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation humaine;
- entre 2 200 et 2 480 dollars EU pour le lait entier en poudre;
- entre 2 100 et 2 550 dollars EU pour le beurre;
- entre 2 350 et 2 750 dollars EU pour les matières grasses laitières anhydres;
- entre 2 150 et 2 500 dollars EU pour le cheddar.

#### *Rapport sur la situation du marché*

16. Pour procéder à l'évaluation de la situation et des perspectives du marché mondial des produits laitiers, le Conseil disposait de divers documents établis par le Secrétariat: le rapport sur la situation du marché mondial des produits laitiers (IDA/W/7), un tableau des livraisons de lait (IDA/W/8), des tableaux récapitulatifs concernant les produits visés par l'Annexe sur certains produits laitiers (IDA/CMP/W/6) et une note sur les opérations d'aide alimentaire (IDA/W/9). Les discussions du Comité ayant porté sur les sections du rapport de situation relatives aux poudres de lait, au beurre et aux fromages (discussions qui seront consignées dans le rapport de la réunion), le Conseil s'est concentré sur d'autres sections du rapport de situation.

#### *Réponses aux questionnaires 4 et 5*

17. La Présidente a rappelé que des données annuelles sur le lait et les produits laitiers autres que ceux qui sont visés par l'Annexe sur certains produits laitiers devaient être fournies au moyen du questionnaire 4, conformément à la règle 23 du règlement intérieur. Le 15 août 1995, le Secrétariat avait envoyé un aérogramme aux participants pour leur rappeler de communiquer leur réponse. Le Conseil a pris note de la liste des réponses au questionnaire 4 (IDA/W/10) ainsi que des réponses que le Brésil, le Japon et la Norvège avaient fait parvenir ultérieurement au Secrétariat.

18. Le Conseil a pris note de la liste des réponses au questionnaire 5 (IDA/INV/1/Rev.1) ainsi que des réponses que la Norvège et le Japon, dont le nom ne figurait pas sur la liste, avaient fait parvenir au Secrétariat. La Présidente a noté qu'à ce jour trois Parties seulement avaient répondu au questionnaire 5. Aux termes de l'article III:3 de l'Accord international sur le secteur laitier, les Parties devaient fournir des renseignements sur leurs politiques internes et leurs mesures commerciales ainsi que sur leurs engagements bilatéraux, plurilatéraux ou multilatéraux dans le secteur des produits laitiers et faire connaître le plus tôt possible toutes les modifications apportées à ces politiques et mesures qui seraient susceptibles d'affecter le commerce international des produits laitiers, étant entendu que les Parties n'étaient pas obligées de révéler des renseignements confidentiels. Conformément à la règle 23 du règlement intérieur, les participants étaient convenus de fournir ces renseignements au moyen du questionnaire 5 dans les quatre mois qui suivraient l'entrée en vigueur de l'Accord ou dans les quatre mois qui suivraient leur acceptation dudit accord. La Présidente a demandé instamment aux signataires de se conformer rapidement à cette prescription.

19. Clôturant l'examen de la situation du marché des produits laitiers, le Conseil a pris note du rapport de situation, des autres documents et des données statistiques y relatives, des modifications qui ont été suggérées en ce qui concerne ces documents et des autres observations qui ont été formulées.

20. Le Conseil est convenu que le rapport sur la situation du marché (IDA/W/7) tel qu'il a été modifié et complété à la lumière des renseignements actualisés et compte tenu des observations qui ont été formulées serait diffusé et distribué aux Membres de l'OMC et à toutes les autres parties intéressées comme étant le premier rapport annuel de l'Accord international sur les produits laitiers. En raison de limitations d'ordre budgétaire, ce rapport ne serait sans doute pas mis en vente mais serait disponible sur demande.

### **Fonctionnement de l'Accord, y compris son application future**

21. La Présidente a rappelé qu'il n'y avait jusqu'à présent que neuf Parties à l'Accord et que quelques grands pays exportateurs de produits laitiers n'étaient pas Parties. Fait important à signaler, l'Australie avait maintenant pris la décision définitive de ne pas accéder à l'Accord. Il était donc impossible de respecter les prix minimaux à l'exportation. En outre, il était douteux que les grands pays négociants de produits laitiers qui n'étaient pas Parties à l'Accord contribuent activement à l'échange de renseignements au sein du Conseil, à l'exception du Canada.

22. Trois solutions semblaient s'offrir au Conseil: premièrement, continuer à assurer le fonctionnement de l'Accord en l'état; deuxièmement, suspendre l'application des dispositions relatives aux prix minimaux; troisièmement, suspendre le fonctionnement de l'Accord dans sa totalité. Dans la conjoncture actuelle, la première solution manquait de réalisme. Les Parties à l'Accord seraient trop nombreuses à constater qu'il était impossible de garantir le respect des prix minimaux à l'exportation si leurs principaux concurrents n'étaient pas tenus par les mêmes contraintes. Par ailleurs, il apparaissait clairement que de nombreuses Parties pensaient que l'Accord pourrait jouer un rôle utile en tant que cadre d'échange de renseignements, ce qui rendrait la troisième solution trop radicale ou tout au moins prématurée.

23. La deuxième solution (c'est-à-dire la suspension de l'application des dispositions relatives aux prix minimaux) pourrait être adoptée si toutes les Parties à l'Accord prenaient une décision dans ce sens. Des décisions de cet ordre avaient déjà été prises par le passé pour permettre de suspendre l'application de prix minimaux pour certains produits. Dans les conditions actuelles, la suspension des dispositions relatives aux prix minimaux pouvait se faire si l'Annexe sur certains produits laitiers, qui était entièrement consacrée à des dispositions relatives aux prix minimaux, était suspendue. Cela aurait pour conséquence de suspendre aussi le fonctionnement du Comité de certains produits laitiers puisque celui-ci avait été institué "... pour exercer toutes les attributions nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions de l'Annexe." (article VII:2 a)).

24. Le Conseil a adopté une décision qui a été distribuée sous la cote IDA/3, datée du 17 octobre 1995. Le texte de la décision est joint en annexe au présent rapport.

25. Après avoir adopté la décision, le Conseil est convenu que le rapport de la réunion finale du Comité serait diffusé pour observations et adoption conformément aux procédures suivies pour les rapports du Conseil (règle 8 du règlement intérieur).

### **Adoption des questionnaires (IDA/W/5)**

26. Le Conseil a adopté les formules des questionnaires 1 à 5 concernant les renseignements à fournir en application de l'article III de l'Accord (IDA/4). Il a été noté que les Parties à l'Accord

devaient faire le maximum d'efforts pour fournir en mars et en septembre de chaque année les renseignements demandés.

### **Incidences financières des décisions des organes de l'OMC (WT/L/76)**

27. Le Conseil a pris note d'une communication datée du 21 juillet 1995 émanant du Président du Conseil général et adressée aux présidents de tous les organes de l'OMC au sujet de la procédure pour les décisions ayant des incidences financières qui peuvent être prises par les organes de l'OMC (WT/L/76).

### **Calendrier des réunions du Conseil et du Comité pour 1996**

28. A la lumière de la décision adoptée au titre du point C de l'ordre du jour (IDA/3), le Conseil a décidé de fixer les dates de ses réunions ordinaires en 1996 aux 19 mars 1996 et 17 septembre 1996. Il a été noté que ces dates restaient soumises à confirmation et à modification, si nécessaire.

### **Autres questions**

#### *Rapport au Conseil général*

29. Le Conseil est convenu que, conformément à l'article IV:8 de l'Accord sur l'OMC, la Présidente soumettrait au Conseil général sous sa propre responsabilité un bref rapport résumant les activités et les réflexions du Conseil pour la première année du fonctionnement de l'Accord international sur le secteur laitier. Ce rapport a été distribué par la suite sous la cote WT/L/90.

#### *Résumé de la réunion par la Présidente*

30. La Présidente a présenté un résumé de la réunion du Conseil. Ce rapport succinct a été distribué par la suite sous la cote WT/L/89.

ANNEXE

CONSEIL INTERNATIONAL DES PRODUITS LAITIERS

Décision du 17 octobre 1995

1. A sa réunion du 17 octobre 1995, le Conseil international des produits laitiers (le "Conseil") a examiné le fonctionnement de l' Accord international sur le secteur laitier (l' "Accord") conformément à l'article IV:1 b) de cet accord.
2. Le Conseil a rappelé que les Parties à l'Accord devaient respecter les prix minimaux à l'exportation spécifiés dans l'Annexe sur certains produits laitiers. Toutefois, étant donné le nombre limité de ces parties, il a estimé qu'il n'était pas possible de respecter ces prix.
3. Compte tenu de ces considérations, le Conseil a décidé de suspendre jusqu'au 31 décembre 1997 l'application de l'Annexe sur certains produits laitiers et le fonctionnement du Comité de certains produits laitiers. La présente décision prendra effet le 18 octobre 1995.
4. Le Conseil est convenu d'examiner la situation du marché des produits laitiers à ses réunions ordinaires. A cette fin, les Parties devraient communiquer les renseignements demandés dans les questionnaires 1 à 4 avant chacune de ses réunions.
5. Le Conseil est convenu de réexaminer le fonctionnement de l'Accord à sa première réunion ordinaire de 1996.